**Protection des données**

**Catégories de données personnelles et responsable du traitement**

L’enquête sur la structure des salaires (ESS) recueille des données personnelles pour un échantillon de salariés sur :

* le niveau d’éducation, la profession, le degré d’occupation, la nature du poste,
* le paiement au mois ou à l’heure, le montant des primes pour travail posté, nuit, weekend, dimanche et jours fériés, la couverture par une convention collective.

En outre, les coordonnées d’une personne de contact dans l’entreprise enquêtée sont demandées (nom et prénom, adresse mail, numéro de téléphone).

Ces données personnelles sont traitées par l’Institut national de la statistique et des études économiques (STATEC), sis à 13, rue Érasme, L-1468 Luxembourg. Le STATEC est le responsable du traitement.

**Licéité du traitement**

Le traitement des données personnelles est licite au sens du Règlement Général sur la Protection des Données (UE) n° 2016/679, parce qu’il est nécessaire au respect d’une obligation légale à laquelle le responsable du traitement est soumis. Cette obligation légale est décrite notamment dans les actes juridiques suivants :

* RÈGLEMENT (CE) No 530/1999 DU CONSEIL du 9 mars 1999 relatif aux statistiques structurelles sur les salaires et le coût de la main-d’œuvre
* RÈGLEMENT (CE) N o 1738/2005 DE LA COMMISSION du 21 octobre 2005 modifiant le règlement (CE) no 1916/2000 en ce qui concerne la définition de la transmission des informations sur la structure des salaires

**Finalités du traitement**

L’enquête ESS réalisée tous les 4 ans a pour objectif de capter de façon détaillée les salaires et heures payées des salariés, ainsi que certaines variables accessoires. Elle est réalisée auprès d’un échantillon représentatif des entreprises au Grand-Duché dans l’ensemble des branches d’activité hormis l’agriculture.

**Sources de données personnelles**

Selon l’article 2 de la loi du 10 juillet 2011 portant organisation de l’Institut national de la statistique et des études économiques, le STATEC est habilité à exploiter des fichiers administratifs dans l’exercice de ses missions, en sus des enquêtes qu’il organise.

Les réponses à l’enquête ESS sont enrichies par les informations administratives disponibles auprès de l’IGSS nécessaires à remplir les obligations légales mentionnées ci-dessus.

**Délai de conservation et traitement des données**

Les variables permettant d’identifier une personne seront définitivement supprimées **au plus tard 4 ans après l’achèvement de la collecte**.

Pendant ce temps, les données personnelles sont traitées confidentiellement. Elles ne sont utilisées que dans un **but purement statistique** et ne sont en aucun cas divulguées. Les mandataires et agents du STATEC sont tenus personnellement responsables de la stricte observation du secret statistique. Le STATEC a également mis en place une série de mesures techniques et organisationnelles pour **protéger les données personnelles** des citoyens, telles que la sécurisation du traitement informatique ou encore la limitation stricte des droits d’accès aux données attribués aux agents du STATEC et aux sous-traitants.

**Qui contacter en cas de questions concernant la protection des données ?**

En cas de questions concernant la protection des données à caractère personnel il est possible de contacter le délégué à la protection des données du STATEC :

* par courrier : DPO, STATEC, B.P. 304, L-2013 Luxembourg ; **ou**
* par téléphone au (+352) 247 84383; **ou**
* par e-mail : dpo@statec.etat.lu.

En vertu des articles 15 à 21 du Règlement général sur la protection des données (RGPD) (UE) n° 2016/679, toute personne répondant à l’enquête bénéficie des **droits** suivants, en lien avec ses données personnelles :

* droit d’accès aux données ;
* droit de rectification ou effacement des données ;
* droit de limitation du traitement ou d'opposition à un traitement ;
* droit de portabilité des données.

Il est également possible de déposer une **plainte** auprès de la Commission nationale pour la protection des données :

* par courrier : CNPD, 15 Boulevard du Jazz, L-4370 Belvaux ; **ou**
* par téléphone : +352 26 10 601.